

# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## وزارة المالية

### المديرية العامة للميزانية

CIRCULAIRE N° 1995... DU ..... 27 MARS 2023

OBJET :	MODIFICATION DE LA REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES.
Destinataires :	MESDAMES ET MESSIEURS : <ul style="list-style-type: none"><li>• LES RESPONSABLES DES PORTEFEUILLES DE PROGRAMMES</li><li>• LES RESPONSABLES DE LA FONCTION FINANCIERE DES MINISTERES ET INSTITUTIONS PUBLIQUES ;</li><li>• LES RESPONSABLES DES PROGRAMMES ;</li><li>• LES RESPONSABLES DES ACTIONS ;</li></ul>
Références :	<ul style="list-style-type: none"><li>• Loi organique n° 18 -15 du 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances (LOLF) ;</li><li>• Décret exécutif n° 20-354 du 30 novembre 2020 déterminant les éléments constitutifs des classifications des charges budgétaires de l'Etat ;</li><li>• Décret exécutif n° 20-383 du 19 décembre 2020 fixant les conditions et les modalités de mouvements de crédits ainsi que les modalités de leur mise en œuvre ;</li><li>• Décret exécutif n° 20-404 du 29 décembre 2020 fixant les modalités de gestion et de délégation de crédits.</li><li>• Instruction n° 9658 du 15 décembre 2022 relative aux modalités d'exercice du contrôle budgétaire au titre des dépenses du budget de l'État.</li><li>• Circulaire n°7336 du 4 octobre 2022 relative à l'action, une subdivision opérationnelle d'un programme ;</li><li>• Circulaire n°8162 du 2 novembre 2022 relative à la programmation budgétaire.</li></ul>

-----0000-----

La présente circulaire a pour objet d'explicitier les conditions et modalités de modification de la répartition des crédits en cours d'exercice.

La modification de la répartition des crédits en cours d'exercice intervient principalement comme suit :

- Les transferts ;
- Les virements ;
- Les mouvements de crédits.

## **I. LA MODIFICATION DE LA REPARTITION DES CREDITS PAR DES TRANSFERTS DE CREDITS :**

---

### **REGLE GENERALE :**

Conformément aux dispositions de la LOLF, des transferts de crédits d'un programme à un autre peuvent intervenir en cours d'exercice pour modifier la répartition des crédits des programmes.

Ces transferts de crédits, sont effectués entre programmes de ministères ou d'institutions publiques, distincts, par décret présidentiel pris sur le rapport conjoint du Ministre chargé des finances et les Ministres des secteurs ou des responsables des Institutions publiques concernés<sup>1</sup>.

### **SITUATIONS PARTICULIERES :**

Conformément aux dispositions de la LOLF, des transferts de crédits peuvent intervenir :

- lorsqu'un changement dans l'organisation des structures gouvernementales intervient en cours d'année.
- lorsque, et pour des cas précis, l'exécution d'un programme devient impossible, et qu'il est décidé le transfert des crédits inscrits au titre de ce programme à un autre programme, dont le montant des crédits nécessaires à sa réalisation s'avère insuffisant.

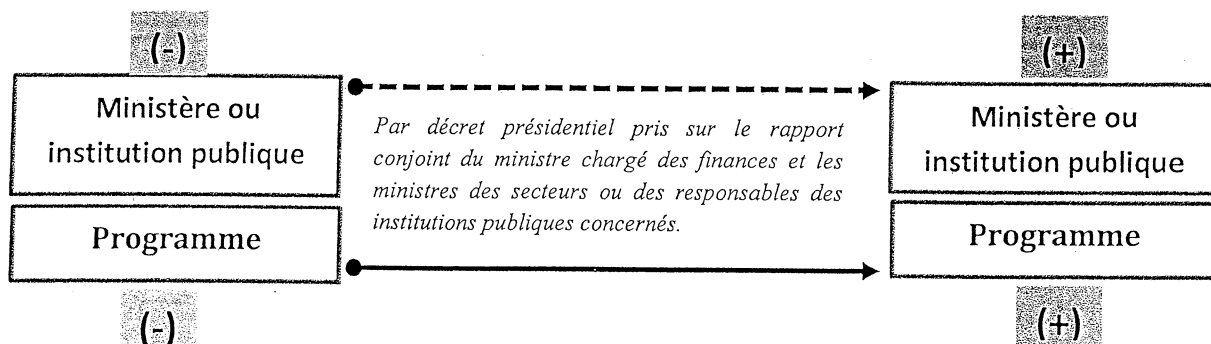
### **NORME BUDGETAIRE :**

Conformément aux dispositions de la LOLF, les montants cumulés des crédits ayant fait l'objet de transferts, ne peuvent être effectués au cours d'une même année, que dans la limite de 20% des crédits ouverts par la loi de finances de l'année pour chacun des programmes concernés. Ce taux est vérifié sur le(s) programme(s) de prélèvement. Les programmes ayant servi à effectuer un transfert, ne pourront plus bénéficier, au cours de l'exercice, d'un transfert ou d'un virement à partir des dotations globales, sauf pour le cas de mesure générale en matière de rémunérations.

---

<sup>1</sup>Le Parlement en est informé. Cette procédure peut être introduite auprès de la commission chargée des finances des deux chambres du Parlement.

## Schéma n° 1 : Transferts de crédits



Il sied de préciser que la proposition de transfert de crédits entre deux (02) portefeuilles de programmes (hors dotation : crédits non assignés), doit recueillir, au préalable, l'accord du Premier Ministre, sur le rapport conjoints des responsables des portefeuilles de programmes concernés, avant sa transmission aux services compétents du Ministère des Finances.

Le transfert de crédits à partir des dotations globales, pour le cas de mesure générale en matière de rémunérations, s'effectue sur le rapport du Ministre chargé du budget.

## II. LA MODIFICATION DE LA REPARTITION DES CREDITS PAR DES VIREMENTS DE CREDITS :

### REGLE GENERALE :

Conformément aux dispositions de la LOLF, des virements de crédits peuvent intervenir en cours d'exercice pour modifier la répartition des crédits des programmes. Les virements de crédits d'un programme à un autre au sein d'un même ministère ou institution publique sont effectués par décret pris sur le rapport conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre ou du responsable de l'Institution Publique concerné<sup>2</sup>.

### SITUATIONS PARTICULIERES :

Conformément aux dispositions de la LOLF, des virements de crédits peuvent intervenir :

- à l'occasion d'une restructuration d'un Ministère ou d'une Institution Publique ;
- lorsqu'il est décidé de fusionner des programmes, de fractionner un programme ou d'annuler un programme relevant d'un même Ministère ou Institution Publique ;
- lorsque, et pour des cas précis, l'exécution d'un programme devient impossible, et qu'il est décidé le virement des crédits inscrits au titre de ce programme à un

<sup>2</sup>Le Parlement en est informé. Cette procédure peut être introduite auprès de la commission chargée des finances des deux chambres du Parlement.

autre programme, dont le montant des crédits nécessaires à sa réalisation s'avère insuffisant ;

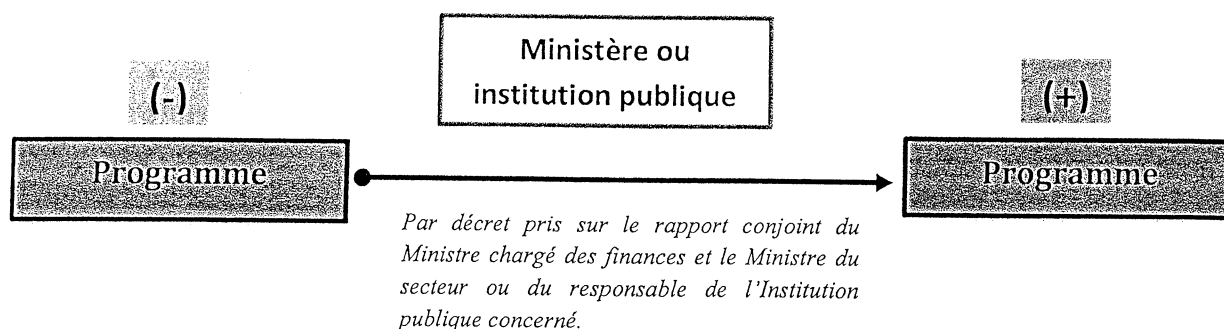
- Pour les portefeuilles de programmes dont le décret de répartition des crédits est pris sous la forme de décret présidentiel, les virements de crédits rendus nécessaires sont effectués par décret présidentiel ;
- Le prélèvement des crédits non assignés au profit des programmes du portefeuille de programmes du Ministère des Finances, s'effectue par décret exécutif.

### NORME BUDGETAIRE :

Conformément aux dispositions de la LOLF, les montants cumulés des crédits ayant fait l'objet de virements par décret, ne peuvent être effectués au cours d'une même année, que dans la limite de 20% des crédits ouverts par la loi de finances de l'année pour chacun des programmes concernés. Ce taux est vérifié sur le(s) programme(s) de prélèvement.

Les programmes ayant servi à effectuer un virement, ne pourront plus bénéficier, au cours de l'exercice, d'un transfert ou d'un virement à partir des dotations globales, sauf pour le cas de mesure générale en matière de rémunérations.

### Schéma n°2 : virements des crédits



### III. LA MODIFICATION DE LA REPARTITION DES CREDITS PAR DES MOUVEMENTS DE CREDITS :

---

Dans cette partie et conformément au décret exécutif n°20-383 du 19 décembre 2020 susvisé, il est entendu par mouvement de crédits, toute opération de modification, en cours d'exercice, de la répartition des crédits budgétaires interne au programme. Ces mouvements peuvent concerner les titres, les sous-programmes, les actions et les sous actions.

La modification de la répartition des crédits concerne les crédits ouverts par la loi de finances de l'année et ventilés par les décrets de répartition. Elle peut également concerner les crédits attendus devenus disponibles, lorsque ces derniers ne sont pas grevés d'affectation spéciale.

### III.1. Des mouvements de crédits impactant la classification par activité au sein du programme :

#### A. Des mouvements de crédits à l'intérieur d'un même programme, d'un sous-programme à autre sous-programme :

Des mouvements de crédits peuvent modifier la répartition globale des crédits du programme par sous-programme.

Ils s'effectuent dans le cadre du dialogue de gestion entre le responsable de programme et les responsables des subdivisions opérationnelles concernées.

Ces mouvements interviennent au niveau du programme, sur la base **d'un rapport de motivation** établi par le responsable du programme.

Le rapport de motivation doit comporter tous les éléments pouvant justifier le recours à la modification de la répartition des crédits. Le responsable du programme doit préciser au niveau de ce rapport l'impact de cette modification sur la déclinaison de la démarche de performance au niveau du programme concerné.

Le rapport de motivation ainsi que la proposition de modification de répartition des crédits sont adressés par le responsable de la fonction financière aux services compétents du Ministère chargé du budget, pour examen.

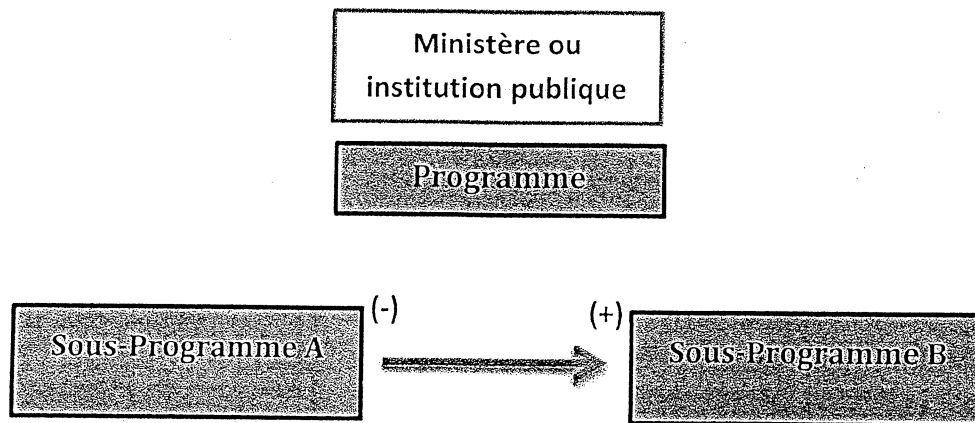
Cette modification intervient :

- par arrêté interministériel du Ministre chargé du budget et du Ministre concerné ;
- ou par décision conjointe du Ministre chargé du budget et du responsable de l'Institution publique concerné.

L'arrêté interministériel et la décision conjointe sont publiés au bulletin officiel du Ministère ou de l'Institution Publique concerné selon le cas.

Les modifications ainsi opérées doivent être prises en charge, conformément à l'instruction n° 9658 du 15 décembre 2022 et à la circulaire n°8162 du 2 novembre 2022 suscitées, au niveau des documents de :

- programmation initiale des crédits du programme,
- programmation des crédits des actions.



*Ces mouvements modifient la répartition des crédits du programme, par sous-programme et par titre. Ils modifient notamment la répartition prévue par le décret de répartition des crédits.*

*Ces mouvements donnent lieu nécessairement à la modification, par la suite de la répartition des crédits du programme par action (DPIC). Cette modification est prise en charge au niveau des actions concernées (DPC-A) suivant les extraits de DPIC notifiés par le responsable du programme.*

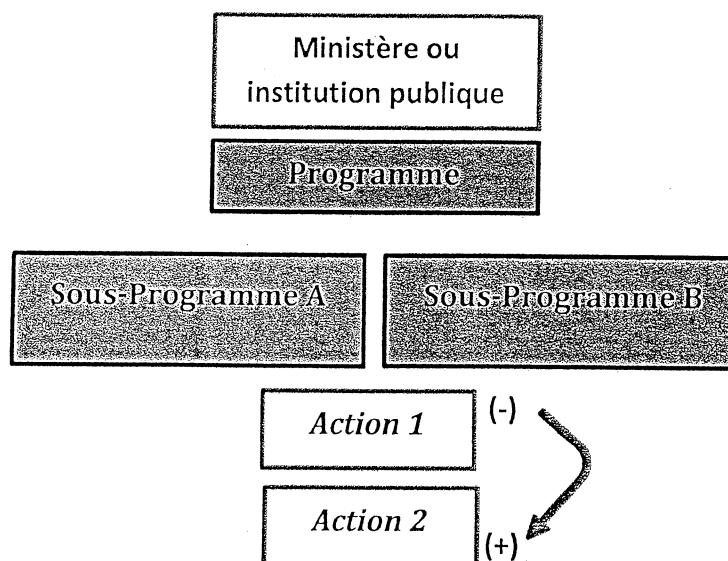
**B. Des mouvements de crédits à l'intérieur d'un même programme, d'un même sous-programme, d'une action à une autre action :**

Les mouvements de crédits au niveau du programme qui modifient la répartition des crédits du programme entre actions, sans modifier la répartition globale des crédits du programme par sous-programme ou par titre, interviennent par décision du responsable du programme et après avis du contrôleur budgétaire.

Ces mouvements interviennent sur appréciation du responsable du programme et doivent être prises en charge, conformément à l'instruction n° 9658 du 15 décembre 2022 et à la circulaire n°8162 du 2 novembre 2022 suscitées, au niveau des documents de :

- programmation initiale des crédits du programme,
- programmation des crédits des actions.

Lorsque l'une des actions ou les actions concernées par les mouvements de crédits sont subdivisées en sous action, il serait alors obligatoire d'effectuer les mouvements de crédits nécessaires au sein des sous actions concernées et ce, conformément au point C ci-dessous.



*Ces mouvements modifient la répartition des crédits du programme entre actions sans modifier la répartition des crédits du programme par sous-programme ou par titre. Ils ne modifient pas la répartition prévue par le décret de répartition des crédits.*

*Ces mouvements s'effectuent par décision du responsable du programme, et après avis du contrôleur budgétaire.*

*Ces mouvements donnent lieu nécessairement :*

- *A leur prise en charge au niveau des actions concernées (DPC-A) suivant la décision de mouvement des crédits du responsable du programme.*
- *A la modification, par la suite de la répartition des crédits du programme par action (DPIC).*

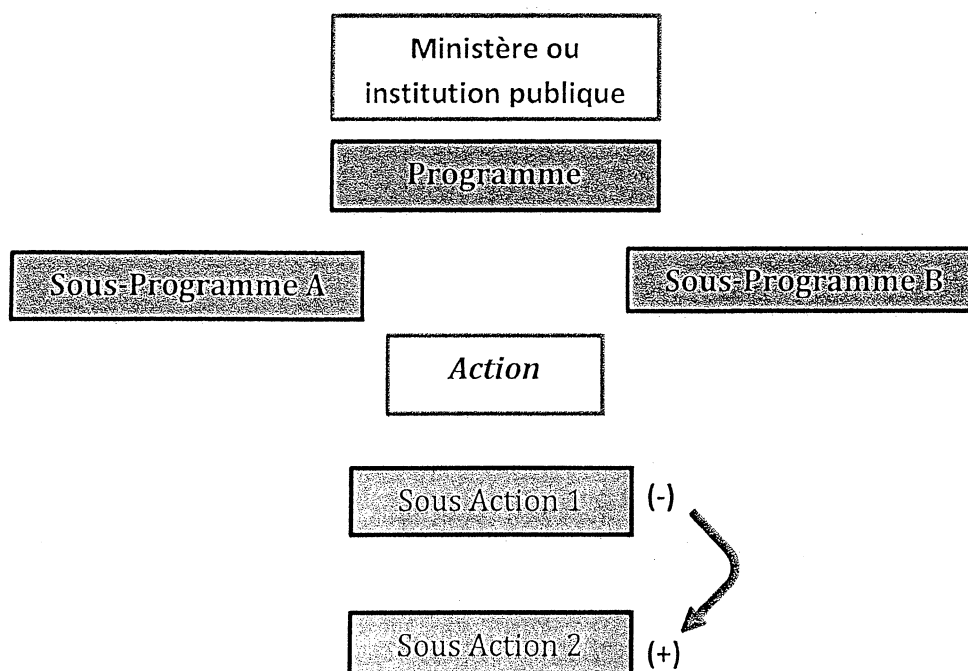
### **C. Des mouvements de crédits à l'intérieur d'un même programme, d'un même sous-programme, d'une sous-action à une autre sous-action, de la même action :**

Les mouvements de crédits au sein d'une même action qui modifient la répartition des crédits entre sous actions, sans modifier la répartition par sous-programme ou par titre, interviennent par décision du responsable de l'action et après avis du contrôleur budgétaire.

Ces modifications donnent lieu à la modification, conformément à l'instruction n°9658 du 15 décembre 2022 et à la circulaire n°8162 du 2 novembre 2022 suscitée, des documents de :

- programmation des crédits de l'action ;
- programmation des crédits des sous actions concernées.

Schéma n°5 : arts. 11 et 12 du D.E n° 20-383



Les mouvements visés ci-dessus modifient la répartition des crédits d'une action, entre sous actions, sans modifier la répartition des crédits du programme par sous-programme ou par titre.

Ils ne modifient pas la répartition prévue par le décret de répartition des crédits.

Ces mouvements ne donnent pas lieu à la modification des crédits du programme par action (DPIC). Ils donnent lieu nécessairement :

- A leur prise en charge au niveau des sous actions concernées (DPC-SA) suivant la décision de mouvements de crédits du responsable de l'action.
- A la modification de la répartition des crédits de l'action par sous action (DPC-AD).

### III.2. Des mouvements de crédits selon la classification par nature économique de la dépense.

#### A. Entre titres à l'intérieur du même programme ou d'un même sous-programme:

Des mouvements de crédits peuvent modifier la répartition globale des crédits du même programme ou du même sous-programme, par titre.

Ces mouvements interviennent au niveau du programme ou du sous-programme, sur la base d'un rapport de motivation établi par le responsable du programme.

Le rapport de motivation doit comporter tous les éléments pouvant justifier le recours à la modification de la répartition des crédits. Le responsable du programme doit

préciser au niveau de ce rapport l'impact de cette modification sur la déclinaison de la démarche de performance pour le programme concerné.

Le rapport de motivation ainsi que la proposition de modification de la programmation des crédits sont adressés aux services compétents du Ministère chargé du budget, pour examen.

Cette modification intervient :

- par **arrêté interministériel** du Ministre chargé du budget et du Ministre concerné ;
- ou par **décision conjointe** du Ministre chargé du budget et du responsable de l'Institution Publique concernée.

L'arrêté interministériel et la décision conjointe sont publiés au bulletin officiel du Ministère ou de l'Institution Publique concerné selon le cas.

Les modifications ainsi opérées doivent être prises en charge, conformément à l'instruction n° 9658 du 15 décembre 2022 et à la circulaire n°8162 du 2 novembre 2022 suscitées, au niveau des documents de programmation initiale des crédits du programme par titre.

Des mouvements de crédits sont effectués par le responsable du programme :

- A partir du titre 2 "dépenses de fonctionnement des services" vers le titre 4 "dépenses de transfert" pour permettre la prise en charge de dépenses supplémentaires constatées lors de l'exercice.
- A partir du titre 2 et/ou du titre 4 vers le titre 3 pour prendre en charge une opération d'investissement public déjà inscrite (réévaluation) ou non encore inscrite (nouvelle), notamment à titre de rattrapage. Cette modification est conditionnée par l'intervention des actes de gestion budgétaire établis par les services compétents du Ministère chargé du budget.
- A partir du titre 3 "dépenses d'investissement" vers le titre 2 "dépenses de fonctionnement de services " ou vers le titre 4 "dépenses de transfert" pour permettre la prise en charge de dépenses supplémentaires constatées lors de l'exercice, notamment lorsqu'il s'agit d'une opération d'investissement public non encore inscrite et non encore notifiée par les services compétents du Ministère des Finances.

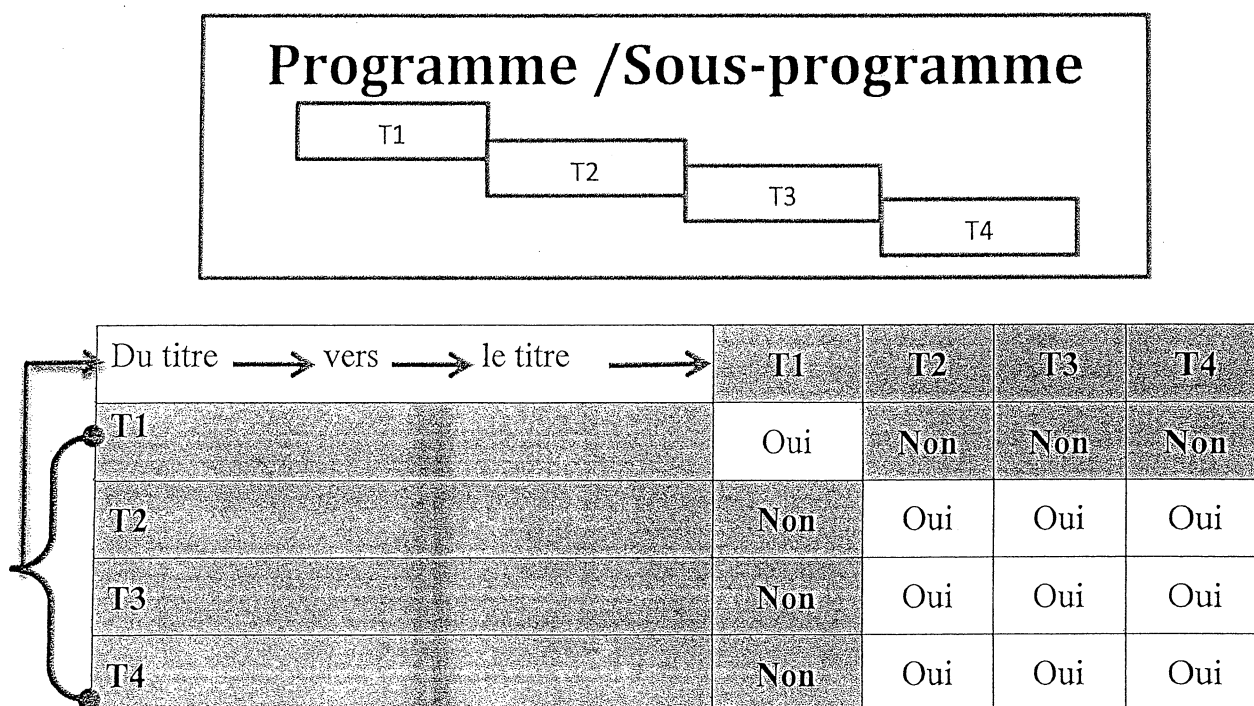
Ce mouvement ne peut intervenir qu'après accord des services compétents du Ministère chargé du Budget.

- A partir du titre 4 "dépenses de transfert" vers le titre 2 "dépenses de fonctionnement de services " lorsqu'il est constaté l'abandon d'une subvention ou l'annulation d'une dépense inscrite au niveau du titre 4.

*Ces mouvements donnent lieu nécessairement à la modification, par la suite de la répartition des crédits du programme par action (DPIC). Cette modification est prise en charge au niveau des actions concernées (DPC-A) suivant les extraits de DPIC notifiés par le responsable du programme.*

*Dans le cas d'une action décomposée en sous actions, cette modification est prise en charge au niveau des sous actions concernées (DPC-SA) suivant les extraits de DPC-AD notifiés par le responsable de l'action.*

**Schéma n°6 : Mouvements de crédits entre titres du programme/Sous-programme.**



### B. A l'intérieur du même Titre, entre les catégories, sous catégories ... :

Des mouvements de crédits à l'intérieur du même Titre peuvent être effectués par le responsable de l'action (action non décomposée) ou par le responsable de la sous action, au cours de l'exercice. Ces mouvements peuvent intervenir à l'initiative du responsable de l'action ou à l'initiative du responsable de la sous action.

Le mouvement de crédits effectué à l'intérieur du même Titre donne lieu à la révision, conformément à l'instruction n° 9658 du 15 décembre 2022 et à la circulaire n°8162 du 2 novembre 2022 suscitées, des documents de :

- programmation des crédits de l'action (non décomposée) ;
- programmation des crédits des sous actions concernés.

A titre exceptionnel et considérant que les documents de programmation des crédits des actions (DPC-A) pour 2023 ont été établis par le responsable de la fonction financière et les responsables des programmes, les responsables des actions disposant des crédits du Titre 1 peuvent, lorsque ceci est rendu nécessaire, procéder à la modification de la répartition des crédits budgétaires mis à leur disposition à l'intérieur de ce Titre 1.

## **VI- REGLES SPECIFIQUES :**

---

- Aucun mouvement de crédits ne peut être effectué d'un crédit évaluatif au profit d'un crédit limitatif.
- Les crédits du titre relatif aux dépenses de personnel (T1), ne peuvent faire l'objet d'un mouvement de crédits à partir ou au profit d'un ou plusieurs autres titres de dépenses, conformément à l'article 34 de la loi organique n° 18-15 du 2 septembre 2018 susvisée.
- Les crédits du T1 d'un programme peuvent abonder les crédits du T1 d'un autre programme.
- Les crédits du T1 de l'une des subdivisions d'un programme peuvent abonder les crédits du T1 des autres subdivisions du même programme.
- Les mouvements de crédits à l'intérieur du T2 et du T4 sont effectués par responsable de la subdivision opérationnelle concerné.
- Tout mouvement de crédits affectant le T3, nécessite préalablement l'accord des services compétents du Ministère chargé du budget, et la révision des décisions d'inscription en relation.
- Les mouvements de crédits à l'intérieur du T3 ne sont autorisés qu'après accord expresse des services compétents du Ministère chargé du budget (révision des décisions d'inscription) et c'est uniquement pour des cas dûment justifiés et exceptionnels.
- Les opérations d'investissement public dont les crédits ont été annulés ne peuvent faire l'objet de reprogrammation dans les lois de finances suivantes, sauf instruction des pouvoirs publics.
- Le mouvement de crédits doit respecter la limite des crédits disponibles (ouverts et attendus devenus disponibles).

- Le mouvement de crédits doit donner lieu nécessairement à une situation d'égalité entre les prélèvements et les abondements.
- Le mouvement de crédits ne doit pas remettre en cause la soutenabilité budgétaire du programme. Les dépenses à couvrir par des abondements ne doivent pas générer pour l'année en cours et les années ultérieures, une charge budgétaire supplémentaire.
- Le mouvement de crédits doit comporter un montant égal en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, à l'exception des mouvements internes au titre des dépenses d'investissement.
- Les subdivisions du programme ayant servi à effectuer un mouvement de crédits ne peuvent bénéficier, au cours de l'exercice budgétaire, d'une couverture en crédits budgétaires à partir des dotations globales, sauf pour le cas de mesure générale en matière de rémunération.

Tels sont les éléments d'explication que j'ai l'honneur de vous faire part, par la présente circulaire.

*Le Directeur Général du Budget.*



# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## وزارة المالية

### المديرية العامة للميزانية

منشور رقم... 8995 المؤرخ في 22 مارس 2023

الموضوع	تعديل توزيع الاعتمادات المالية
المرسل إليهم:	السيدات والسادة: • مسؤولو محافظ البرامج، • مسؤولو الوظيفة المالية للوزارات والمؤسسات العمومية، • مسؤولو البرامج، • مسؤولو الأنشطة.
المراجع	• القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 02 سبتمبر 2018 المتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم، • المرسوم التنفيذي رقم 20-354 المؤرخ في 30 نوفمبر 2020 الذي يحدد العناصر المكونة لتصنيفات أعباء ميزانية الدولة، • المرسوم التنفيذي رقم 20-383 المؤرخ في 19 ديسمبر 2020 الذي يحدد شروط وكيفية حركة الاعتمادات المالية وكذا كيفية تنفيذها، • المرسوم التنفيذي رقم 20-404 المؤرخ في 29 ديسمبر 2020 الذي يحدد كيفية تفويض وتسيير الاعتمادات المالية، • التعليم رقم 9658 المؤرخة في 15 ديسمبر 2022 المتعلقة بكيفية ممارسة الرقابة الميزانية بعنوان نفقات ميزانية الدولة، • المنشور رقم 7336 المؤرخ في 04 أكتوبر 2022 المتعلق بالنشاط، تقسيم عملي للبرنامج، • المنشور رقم 8162 المؤرخ في 2 نوفمبر 2022 المتعلق بالبرمجة الميزانية.

-----00000-----

يهدف هذا المنشور إلى شرح شروط وكيفية تعديل توزيع الاعتمادات المالية خلال السنة المالية.

يتم تعديل توزيع الاعتمادات المالية خلال السنة المالية أساسا كالآتي:

- تحويل،
- نقل،
- حركات الاعتمادات المالية.

## I . تعديل توزيع الاعتمادات المالية عن طريق تحويل اعتمادات مالية :

قاعدة عامة:

طبقا لأحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، يمكن إجراء تحويل الاعتمادات المالية من برنامج لآخر خلال السنة المالية، من أجل تعديل توزيع الاعتمادات المالية لبرامج. تتم هذه التحويلات الاعتمادات المالية، بين برامج وزارات أو مؤسسات عمومية مختلفة، بموجب مرسوم رئاسي يتخذ بناء على تقرير مشترك بين الوزير المكلف بالمالية ووزراء القطاعات أو مسؤولي المؤسسات العمومية المعنيين<sup>1</sup>.

حالات خاصة:

طبقا لأحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، يمكن إجراء تحويل الاعتمادات المالية:

- عند حدوث تغيير في تنظيم الهياكل الحكومية خلال السنة،
- عندما، وفي حالات محددة، يكون تنفيذ البرنامج مستحيل، وتم اتخاذ قرار بتحويل الاعتمادات المالية المسجلة بعنوان هذا البرنامج إلى برنامج آخر، يكون مبلغ الاعتمادات المالية الضرورية لإنجازه غير كافيا.

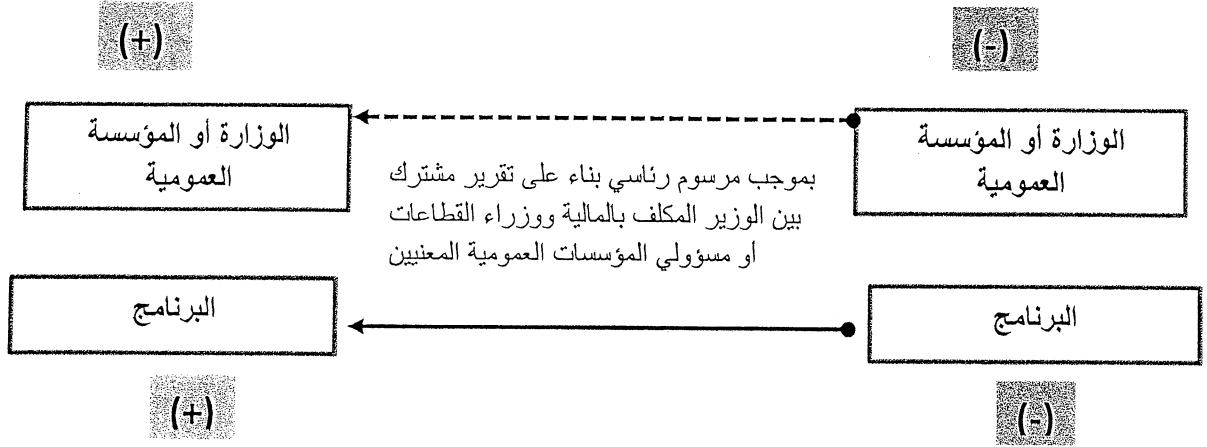
معياري ميزانياتي:

طبقا لأحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، لا يمكن أن تتجاوز مبالغ الاعتمادات المالية المتراكمة التي كانت موضوع تحويل، خلال نفس السنة المالية حدود 20% من الاعتمادات المالية المفتوحة بموجب قانون المالية للسنة بالنسبة لكل برنامج من البرامج المعنية. يكون التأكد من هذه النسبة على البرنامج أو برامج الخصم.

لا يمكن أن تستفيد البرامج التي كانت اعتماداتها موضوع تحويل، خلال السنة المالية، من تحويل أو نقل من التخصيصات الإجمالية، إلا في حالة تدبير عام في مجال الأجور.

---

<sup>1</sup> يتم إبلاغ البرلمان. يمكن تقديم هذا الإجراء لدى اللجنة المكلفة بالمالية لدى غرفتي البرلمان.



يجدر التوضيح أنه يجب أن يحظى اقتراح تحويل الاعتمادات المالية بين محفظتي برامج (خارج التخصيصات: اعتمادات مالية غير مخصصة)، مسبقاً، بموافقة السيد الوزير الأول، على أساس تقرير مشترك بين مسؤولي محافظ البرامج المعنية، قبل إرساله إلى المصالح المختصة لوزارة المالية.

يتم إجراء تحويل اعتمادات مالية انطلاقاً من التخصيصات الإجمالية، في حالة تدبير عام في مجال الأجور، على أساس تقرير السيد الوزير المكلف بالميزانية.

## II- تعديل توزيع الاعتمادات المالية عن طريق نقل اعتمادات مالية :

قاعدة عامة:

طبقاً لأحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، يمكن إجراء نقل الاعتمادات المالية خلال السنة المالية لتعديل توزيع اعتمادات البرامج.

يتم نقل الاعتمادات المالية من برنامج إلى آخر على مستوى نفس الوزارة أو المؤسسة العمومية بموجب مرسوم يتخذ بناء على تقرير مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير أو مسؤول المؤسسة العمومية المعني<sup>2</sup>.

حالات خاصة:

طبقاً لأحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، يمكن إجراء نقل الاعتمادات المالية:

- عند إعادة هيكلة الوزارة أو المؤسسة العمومية،

<sup>2</sup> يتم إبلاغ البرلمان. يمكن تقديم هذا الإجراء لدى اللجنة المكلفة بالمالية لدى غرفتي البرلمان.

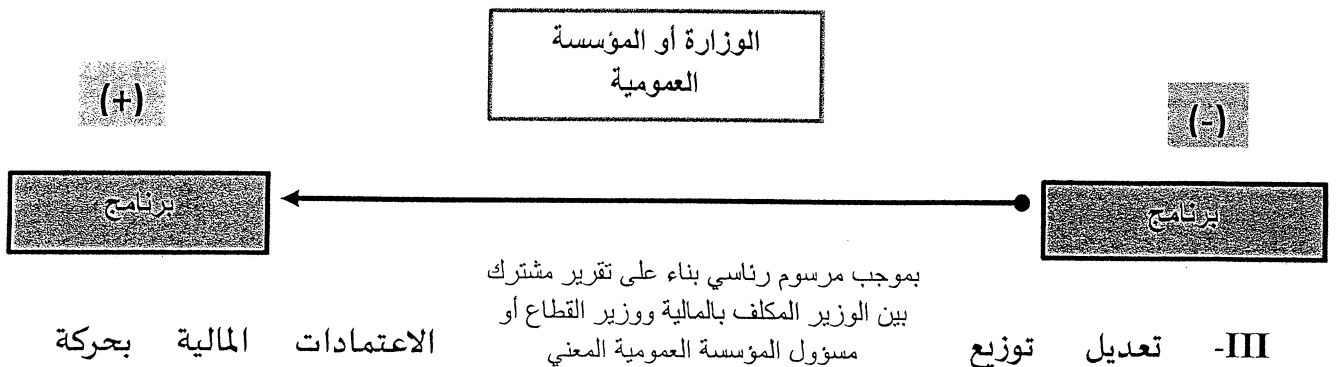
- عندما يتقرر دمج برامج، أو تجزئة برنامج أو إلغاء برنامج تابع لنفس الوزارة أو المؤسسة العمومية،
- عندما، وفي حالات محددة، يكون تنفيذ البرنامج مستحيل، وتم اتخاذ قرار بنقل الاعتمادات المالية المسجلة بعنوان هذا البرنامج إلى برنامج آخر، يكون مبلغ الاعتمادات المالية الضرورية لإنجازه غير كافيا،
- بالنسبة لمحافظ البرامج التي تم اتخاذ مرسوم توزيع الاعتمادات المالية للبرنامج على شكل مرسوم رئاسي، فإن نقل الاعتمادات المالية الضروري يتم بموجب مرسوم رئاسي،
- يتم خصم الاعتمادات المالية غير المخصصة لفائدة برامج محفظة البرامج لوزارة المالية بموجب مرسوم تنفيذي.

#### معيار ميزانياتي:

طبقا لأحكام القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، لا يمكن أن تتجاوز مبالغ الاعتمادات المالية المتراكمة التي كانت موضوع نقل بموجب مرسوم، خلال نفس السنة المالية حدود 20% من الاعتمادات المالية المفتوحة بموجب قانون المالية للسنة بالنسبة لكل برنامج من البرامج المعنية. يكون التأكد من هذه النسبة على البرنامج أو برامج الخصم.

لا يمكن أن تستفيد البرامج التي كانت اعتماداتها موضوع نقل، خلال السنة المالية، من تحويل أو نقل من التخصيصات الإجمالية، إلا في حالة تدير عام في مجال الأجرور.

مخطط رقم 2: نقل الاعتمادات المالية:



### III- تعديل توزيع الاعتمادات المالية بحركة

في هذا الجزء، وطبقا لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 20-383 المؤرخ في 19 ديسمبر 2020، المشار إليه أعلاه، يقصد بحركة الاعتمادات المالية، كل عملية تعديل تطرأ خلال السنة المالية على توزيع الاعتمادات

المالية داخل البرنامج. يمكن أن تخص هذه الحركات الأبواب والبرامج الفرعية والأنشطة والأنشطة الفرعية.

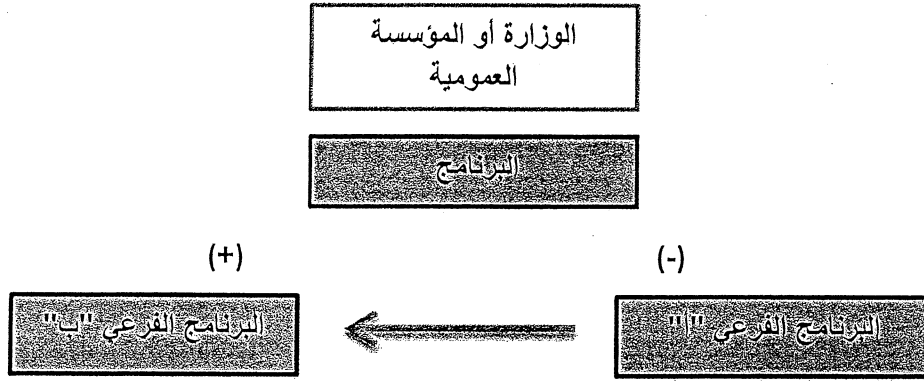
إن تعديل توزيع الاعتمادات المالية يخص الاعتمادات المالية المفتوحة بموجب قانون المالية للسنة الموزعة بموجب مراسيم التوزيع. يمكن كذلك أن يخص الاعتمادات المالية المنتظرة التي أصبحت متوفرة، عندما لا تكون هذه الأخيرة مقيدة بتخصيص خاص.

### 1.III. حركة الاعتمادات المالية التي تمس التصنيف حسب النشاط داخل البرنامج :

أ. حركة الاعتمادات المالية داخل نفس البرنامج من برنامج الفرعي إلى برنامج فرعي آخر: يمكن لحركة الاعتمادات المالية أن تعدل التوزيع الإجمالي لاعتمادات البرنامج حسب البرنامج الفرعي. تتم هذه الحركات في إطار حوار التسيير بين مسؤول البرنامج ومسؤولي التقسيمات العملية المعنية. تتم هذه الحركات على مستوى البرنامج، على أساس تقرير مبرر معد من طرف مسؤول البرنامج. يجب أن يتضمن التقرير المبرر جميع العناصر التي قد تبرر اللجوء الى تعديل توزيع الاعتمادات المالية. يجب على مسؤول البرنامج أن يحدد في هذا التقرير تأثير هذا التعديل على تنزيل منهج الأداء على مستوى البرنامج المعني.

يتم ارسال التقرير المبرر وكذا اقتراح تعديل توزيع الاعتمادات المالية من طرف مسؤول الوظيفة المالية إلى المصالح المختصة للوزارة المكلفة بالميزانية للدراسة. يتم هذا التعديل:

- بقرار وزاري مشترك للوزير المكلف بالميزانية والوزير المعني،
  - أو بموجب مقرر مشترك للوزير المكلف بالميزانية ومسؤول المؤسسة العمومية المعنية. ينشر القرار الوزاري المشترك والمقرر المشترك في النشرة الرسمية للوزارة أو المؤسسة العمومية المعنية، حسب الحالة.
- يجب التكفل بالتعديلات التي تم إجراؤها، وفقا للتعليمية رقم 9658 المؤرخة في 15 ديسمبر 2022 والمنشور رقم 8162 المؤرخ في 2 نوفمبر 2022 المذكورين سالفًا، على مستوى وثائق:
- البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج،
  - برمجة اعتمادات الأنشطة.

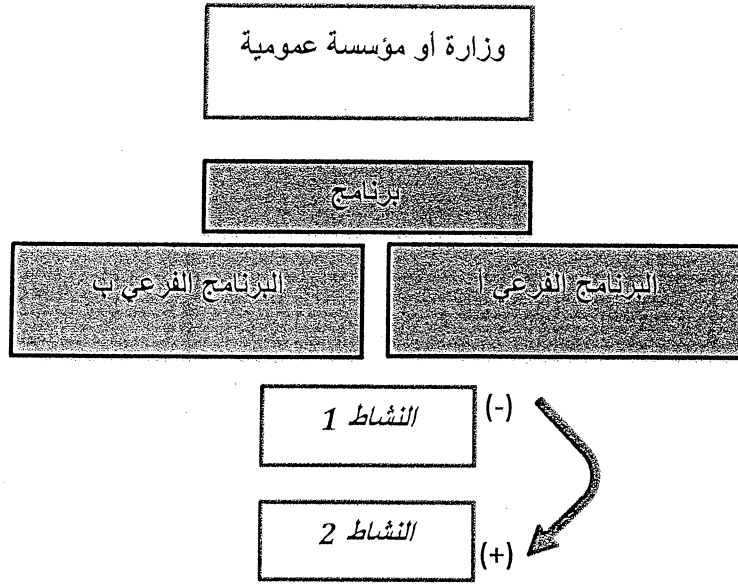


تعدل هذه الحركات توزيع الاعتمادات المالية للبرنامج حسب البرنامج الفرعي والباب. وتعدل لا سيما التوزيع المنصوص عليه في مرسوم توزيع الاعتمادات المالية. تؤدي هذه الحركات بالضرورة بعد ذلك الى تعديل لتوزيع الاعتمادات المالية للبرنامج حسب النشاط (وثيقة البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج). يتم التكفل بهذا التعديل على مستوى الأنشطة المعنية (وثيقة برمجة اعتمادات النشاط) وفقا لمستخرجات وثيقة البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج المبلغة من طرف مسؤول البرنامج.

ب - حركة الاعتمادات المالية داخل نفس البرنامج ، ونفس البرنامج الفرعي ، من نشاط إلى نشاط آخر: تتم حركات الاعتمادات المالية على مستوى البرنامج التي تعدل توزيع الاعتمادات المالية للبرنامج حسب الأنشطة، دون تعديل التوزيع الاجمالي لاعتمادات المالية لبرامج حسب البرنامج الفرعي أو حسب الباب، بمقرر من مسؤول البرنامج وبعد رأي المراقب الميزانياتي. يتم إجراء هذه الحركات بناء على تقدير مسؤول البرنامج، ويجب التكفل بها، وفقا للتعليمية رقم 9658 المؤرخة في 15 ديسمبر 2022 والمنشور رقم 8162 المؤرخ في 2 نوفمبر 2022 المذكورين سالفًا، على مستوى وثائق:

- البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج،
- برمجة اعتمادات الأنشطة.

عندما يتم تقسيم أحد الأنشطة أو الأنشطة المعنية بحركة الاعتمادات المالية إلى أنشطة فرعية، فسيكون اجباريا القيام بحركة الاعتمادات المالية الضرورية داخل الأنشطة الفرعية المعنية، وهذا وفقا للنقطة ج أدناه.

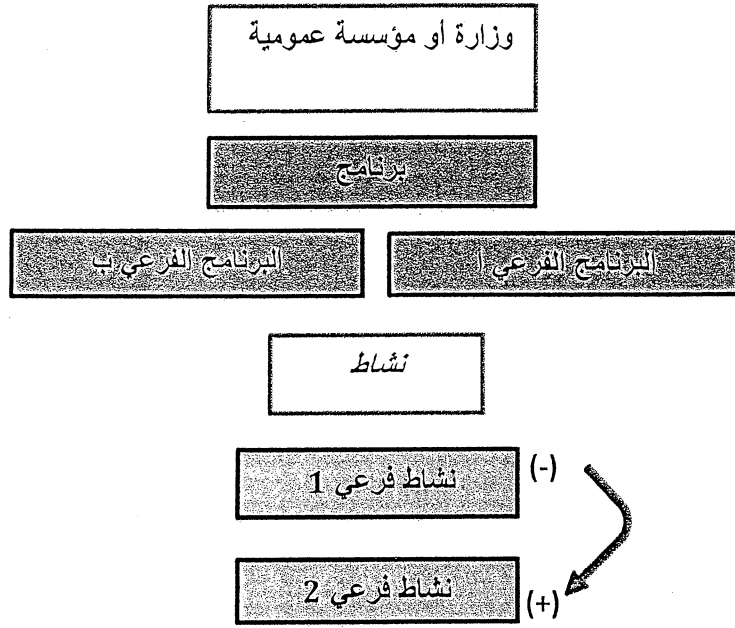


تعديل هذه الحركات توزيع الاعتمادات المالية للبرنامج، بين الأنشطة، دون تعديل توزيع الاعتمادات المالية للبرنامج حسب البرنامج الفرعي أو حسب الباب.  
لا يغير هذا التعديل التوزيع المنصوص عليه في مرسوم توزيع الاعتمادات المالية.  
تتم هذه الحركات بموجب مقرر من مسؤول البرنامج بعد رأي المراقب الميزانياتي.  
تؤدي هذه الحركات بالضرورة إلى :

- التكفل بها على مستوى الأنشطة المعنية (وثيقة برمجة اعتمادات النشاط)، وفقا لمقرر حركة الاعتمادات لمسؤول البرنامج.
- تعديل بعد ذلك، لتوزيع الاعتمادات البرنامج حسب الأنشطة (وثيقة البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج).

ج- حركة الاعتمادات المالية داخل نفس البرنامج، ونفس البرنامج الفرعي، من نشاط فرعي إلى نشاط فرعي آخر، لنفس النشاط:  
تتم حركة الاعتمادات المالية داخل نفس النشاط والتي تعدل توزيع الاعتمادات المالية بين الأنشطة الفرعية، دون تعديل التوزيع حسب البرنامج الفرعي أو حسب الباب، بموجب مقرر من مسؤول النشاط وبعد رأي المراقب الميزانياتي.  
تؤدي هذه التعديلات إلى تعديل، وفقا للتعليمية رقم 9658 المؤرخة في 15 ديسمبر 2022 والمنشور رقم 8162 المؤرخ في 2 نوفمبر 2022 المذكورين سالفًا، ووثائق:

- برمجة اعتمادات النشاط .
- برمجة اعتمادات الأنشطة الفرعية المعنية.



تعدل الحركات المشار إليها أعلاه توزيع اعتمادات نشاط، بين الأنشطة الفرعية، دون تعديل توزيع اعتمادات البرنامج حسب البرنامج الفرعي أو حسب الباب.

لا تعدل التوزيع المنصوص عليه في مرسوم توزيع الاعتمادات المالية.

لا تؤدي هذه الحركات إلى تعديل اعتمادات البرنامج حسب النشاط الأنشطة (وثيقة البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج).

تؤدي هذه الحركات بالضرورة إلى:

- التكفل بها على مستوى الأنشطة الفرعية المعنية (وثيقة برمجة اعتمادات النشاط الفرعي)، وفقا لمقرر حركة الاعتمادات لمسؤول النشاط.
- تعديل توزيع اعتمادات النشاط حسب الأنشطة الفرعية (وثيقة برمجة اعتمادات النشاط المقسم).

### III. 2 حركة الاعتمادات المالية حسب التصنيف حسب الطبيعة الاقتصادية للنفقة:

أ. بين الأبواب داخل نفس البرنامج أو نفس البرنامج الفرعي:

يمكن أن تعدل حركات الاعتمادات المالية التوزيع الاجمالي لاعتمادات نفس البرنامج أو نفس البرنامج الفرعي، حسب الباب.

تتم هذه الحركات على مستوى البرنامج أو البرنامج الفرعي، على أساس تقرير مبرر يعده مسؤول البرنامج.

يجب أن يتضمن التقرير المبرر جميع العناصر التي من شأنها أن تبرر اللجوء إلى تعديل توزيع الاعتمادات المالية. يجب على مسؤول البرنامج أن يحدد في هذا التقرير تأثير هذا التعديل على تنزيل منهج الأداء للبرنامج المعني..

يتم إرسال التقرير المبرر وكذا اقتراح التعديل لبرمجة الاعتمادات إلى المصالح المختصة للوزارة المكلفة بالميزانية، للدراسة.

يتم هذا التعديل:

- عن طريق قرار وزاري مشترك للوزير المكلف بالميزانية والوزير المعني؛
  - أو مقرر مشترك للوزير المكلف بالميزانية ومسؤول المؤسسة العمومية المعنية.
- ينشر القرار الوزاري المشترك والمقرر المشترك في النشرة الرسمية للوزارة أو المؤسسة العمومية المعنية، حسب الحالة.
- يجب التكفل بالتعديلات التي تم إجراؤها، وفقا للتعليمة رقم 9658 المؤرخة في 15 ديسمبر 2022 والمنشور رقم 8162 المؤرخ في 2 نوفمبر 2022 المذكورين سالفًا، على مستوى وثائق البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج حسب الباب.

يتم إجراء حركات الاعتمادات من طرف مسؤول البرنامج:

- من الباب 2 " نفقات تسيير المصالح " إلى الباب 4 "نفقات التحويل" للسماح بالتكفل بالنفقات الإضافية المعايينة خلال السنة المالية.
- من الباب 2 و / أو من الباب 4 إلى الباب 3 للتكفل بعملية استثمار عمومية مسجلة مسبقا (إعادة التقييم) أو لم يتم تسجيلها بعد (جديدة)، لاسيما على سبيل الاستدراك. هذا التعديل مشروط بوضع وثائق التسيير الميزانياتي التي تعدها المصالح المختصة بالوزارة المكلفة بالميزانية.
- من الباب 3 " نفقات الاستثمار" إلى الباب 2 " نفقات تسيير المصالح " أو إلى الباب 4 "نفقات التحويل" للسماح بالتكفل بالنفقات الإضافية المعايينة خلال السنة المالية لاسيما عندما يتعلق الأمر بعملية استثمار عمومي غير مسجلة ولم تم تبليغها من قبل المصالح المختصة بوزارة المالية.

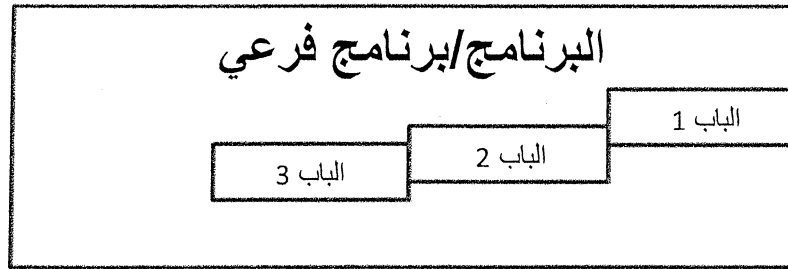
لا يمكن أن تتم هذه الحركة إلا بعد موافقة المصالح المختصة بالوزارة المكلفة بالميزانية.

- من الباب 4 "نفقات التحويل" إلى الباب 2 "نفقات تسيير المصالح" عندما يلاحظ أنه تم التخلي عن إعانة أو إلغاء نفقة مسجلة في الباب 4.

تؤدي هذه الحركات بالضرورة بعد ذلك إلى تعديل لتوزيع الاعتمادات المالية للبرنامج حسب النشاط (وثيقة البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج). يتم التكفل بهذا التعديل على مستوى الأنشطة المعنية (وثيقة برمجة اعتمادات النشاط) وفقا لمستخرجات وثيقة البرمجة الأولية لاعتمادات البرنامج المبلغة من طرف مسؤول البرنامج.

في حالة النشاط المقسم لأنشطة فرعية، يتم التكفل بهذا التعديل على مستوى الأنشطة الفرعية المعنية (وثيقة برمجة اعتمادات النشاط الفرعي) وفقا لمستخرجات وثيقة برمجة اعتمادات النشاط المقسم المبلغة من طرف مسؤول النشاط.

مخطط رقم 6: حركات الاعتمادات المالية بين أبواب البرنامج.



الباب	من الباب نحو	الباب	باب 1	باب 2	باب 3	باب 4
باب 1	لا	لا	لا	لا	لا	لا
باب 2	لا	لا	لا	لا	لا	لا
باب 3	لا	لا	لا	لا	لا	لا
باب 4	لا	لا	لا	لا	لا	لا

ب. ضمن نفس الباب، بين الفئات والفئات الفرعية :

يمكن اجراء حركات الاعتمادات ضمن نفس الباب من قبل المسؤول عن النشاط (غير المقسم) أو المسؤول عن النشاط الفرعي، خلال السنة المالية. يمكن إجراء هذه الحركات بمبادرة من المسؤول عن النشاط أو بمبادرة من المسؤول عن النشاط الفرعي.

تؤدي حركة الاعتمادات التي تتم ضمن نفس الباب إلى مراجعة، وفقاً للتعليمة رقم 9658 المؤرخة في 15 ديسمبر 2022 والمنشور رقم 8162 المؤرخ في 2 نوفمبر 2022 المذكورين سالفاً، وثائق:

• برمجة اعتمادات النشاط (غير المقسم).

• برمجة اعتمادات الأنشطة الفرعية المعنية.

بصفة استثنائية وباعتبار أن وثائق برمجة اعتمادات الأنشطة لـ 2023 قد تم إعدادها من طرف مسؤول الوظيفة المالية ومسؤولي البرامج، يمكن لمسؤولي الأنشطة التي تتضمن اعتمادات الباب 1، عند الضرورة، القيام بتعديل توزيع الاعتمادات المالية الموضوعة تحت تصرفهم ضمن الباب 1.

#### VI- قواعد خاصة:

- ❖ لا يمكن القيام بأي حركة للاعتمادات المالية من اعتماد تقييبي إلى اعتمادات حصري.
- ❖ لا يمكن أن تكون اعتمادات الباب المتعلقة بنفقات المستخدمين (الباب 1) موضوع حركة الاعتمادات من أو لصالح باب نفقات آخر أو أكثر، وفقاً للمادة 34 من القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018 المشار إليه أعلاه.
- ❖ يمكن لاعتمادات الباب 1 من أحد البرامج زيادة اعتمادات الباب 1 من برنامج آخر.
- ❖ يمكن لاعتمادات الباب 1 لأحد التقسيمات الفرعية للبرنامج زيادة اعتمادات الباب 1 للتقسيمات الفرعية الأخرى لنفس البرنامج.
- ❖ تتم حركة الاعتمادات داخل الباب 2 والباب 4 من قبل مسؤول التقسيم العملي المعني.
- ❖ أي حركة في الاعتمادات تمس الباب 3 تتطلب مسبقاً موافقة من المصالح المختصة للوزارة المكلفة بالميزانية، ومراجعة مقررات التسجيل ذات الصلة.
- ❖ لا يُسمح بحركات الاعتمادات داخل الباب 3 إلا بعد الموافقة الصريحة من قبل مصالح الوزارة المكلفة بالميزانية (مراجعة مقررات التسجيل) وتكون فقط للحالات الاستثنائية المبررة.
- ❖ لا يمكن إعادة برمجة عمليات الاستثمار العمومي التي ألغيت اعتماداتها في قوانين المالية الموالية إلا بتعليمة من السلطات العمومية.
- ❖ يجب أن تحترم حركة الاعتمادات حد الاعتمادات المتوفرة (المفتوحة والمنتظرة التي أصبحت متوفرة).
- ❖ يجب أن تؤدي حركة الاعتمادات بالضرورة إلى حالة من المساواة بين الزيادات والخصومات.

- ❖ يجب ألا تؤدي حركة الاعتمادات إلى المساس بالتغطية المالية الدائمة للبرنامج. يجب ألا يترتب على النفقات المراد تغطيتها من الزيادات عبئ ميزانياتي إضافي للسنة الجارية والسنوات اللاحقة.
- ❖ يجب أن تتضمن حركة الاعتمادات مبلغاً متساوياً في رخص الالتزام واعتمادات الدفع، باستثناء الحركات الداخلية بعنوان نفقات الاستثمار.
- ❖ التقسيمات الفرعية للبرنامج التي استخدمت لإجراء حركة في الاعتمادات لا يمكن أن تستفيد، خلال السنة المالية، من تغطية باعتمادات ميزانياتية من التخصيصات الإجمالية، باستثناء حالة التدبير العام للأجور.

هذه هي عناصر الشرح التي يشرفني أن أطلعكم عليها في هذا المنشور.

المدير العام للميزانية.

مكلفة بناية المديرية العامة للميزانية  
سامية علون أوسمعال

